



9 janvier 2026

Sélection au primaire, vouvoiement et réussite en baisse

3. Sélection au primaire au public

Le Journal de Québec met de l'avant que [des tests d'admission pour des projets pédagogiques particuliers existent aussi dès le primaire](#) à l'école publique, notamment pour le programme d'éducation internationale (PEI). Ce programme n'a pas été conçu comme un programme enrichi sélectif, mais des écoles et centres de services scolaires (CSS) choisissent tout de même de faire des tests d'admission. Le processus est cependant en cours de révision à certains endroits, notamment au CSS Marie-Victorin.

À la Fédération des comités de parents du Québec, « on veut s'assurer que les enfants ont accès à des programmes qui vont les motiver à l'école, indépendamment de la capacité de payer des parents ou de leurs résultats scolaires », a affirmé sa présidente, Mélanie Laviolette.

La ministre de l'Éducation avait confirmé à la fin de l'année 2025 qu'une réflexion s'imposait par rapport aux critères sélectifs de programmes offerts au public.

2. Obligation du vouvoiement

Le vouvoiement obligatoire du personnel par les élèves est [entré en vigueur au retour en classe](#) cette semaine. Cette nouvelle mesure visant à favoriser le civisme ne fait pas l'unanimité, notamment pour ce qui est de l'imposition du vouvoiement en maternelle et au début du primaire.

La ministre de l'Éducation [a invité les écoles à faire preuve de « discernement »](#) dans l'application de la règle, qui était déjà établie dans de nombreuses écoles. L'objectif est d'uniformiser les codes de vie des écoles, pas de punir.

Les conseils d'établissement doivent d'ailleurs procéder à la modification des règles de conduite de leur école selon [les nouvelles dispositions en vigueur](#), si cela n'a pas déjà été fait cette année.

1. Les taux de réussite n'augmentent pas

Plusieurs centres de services scolaires rapportent [des taux de réussite en baisse](#) pour différentes cibles prévues à leur Plan d'engagement vers la réussite et au Plan stratégique du ministère de l'Éducation, telles que les résultats en français et en mathématiques et la diplomation après sept ans.

Les acteurs du réseau sont préoccupés par ces constats et pointent du doigt la pénurie de main d'œuvre et le manque de financement en éducation.